

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle : 25321C

Inscrit le 26 janvier 2009

Audience publique du 5 mai 2009

Appel formé par M. ..., ...

contre

**un jugement du tribunal administratif du 5 janvier 2009 (n° 23937b du rôle)
dans un litige l'opposant à une décision du directeur de l'administration des
Contributions directes
en matière d'impôt sur le revenu**

Vu l'acte d'appel, inscrit sous le numéro 25321C du rôle, déposé au greffe de la Cour administrative le 26 janvier 2009 par Monsieur ..., sans état, demeurant à ..., dirigé contre un jugement rendu par le tribunal administratif le 5 janvier 2009, par lequel ledit tribunal a rejeté comme non fondé son recours tendant à la réformation d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 16 octobre 2008 portant rejet de sa réclamation introduite le 24 novembre 2006 contre le bulletin de l'impôt sur le revenu des personnes physiques de l'année 2004, émis le 3 novembre 2004 par le bureau d'imposition Luxembourg 2 ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 17 février 2009 par Monsieur le délégué du gouvernement Claude LICK ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Monsieur ... et Monsieur le délégué du gouvernement Claude LICK en leurs observations respectives à l'audience publique du 28 avril 2009.

Le 3 novembre 2006, le bureau d'imposition Luxembourg 2 de la section personnes physiques du service d'imposition de l'administration des Contributions directes émit à l'encontre de Monsieur ... un bulletin de l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour l'année 2004.

Par courrier recommandé du 25 novembre 2006, Monsieur ... introduisit une réclamation à l'encontre du prédict bulletin d'impôt en contestant la majoration d'un montant de 41.362,52 € retenue par le bureau d'imposition de son revenu net provenant de capitaux mobiliers.

Le directeur rejeta cette réclamation par décision du 16 octobre 2007 (n° C 13631 du rôle).

A l'encontre de cette décision directoriale de rejet, Monsieur ... introduisit un recours contentieux tendant à sa réformation par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 10 janvier 2008, rédigée en langue anglaise, et en date du 25 mars 2008, il déposa encore une traduction en langue française de ladite requête.

Par jugement du 29 septembre 2008, le tribunal administratif rejeta le moyen d'irrecevabilité de la requête déposée en date du 10 janvier 2008 pour violation de l'article 3 de la loi modifiée du 24 février 1984 sur le régime des langues ainsi que de la tardiveté de la requête déposée en date du 25 mars 2008 tel que soulevé par le délégué du gouvernement et déclara le recours en réformation recevable.

A travers ce même jugement du 29 septembre 2008, le tribunal ordonna à l'Etat la production d'un mémoire complémentaire portant plus particulièrement sur la question de la communication des pièces litigieuses et précisant, le cas échéant, les pièces faisant défaut ainsi que justifiant le montant taxé de 41.362,52 €, tout en réservant au demandeur le droit d'y répondre par un mémoire supplémentaire.

Suite aux mémoires complémentaires soumis par les parties, le tribunal administratif, par un jugement du 5 janvier 2009, rejeta le recours de Monsieur ... comme étant non fondé.

Par requête déposée au greffe de la Cour administrative le 26 janvier 2009 par Monsieur ... agissant personnellement et sans l'assistance d'un avocat à la Cour, Monsieur ... a déclaré relever appel de ce jugement du 5 janvier 2009.

Le délégué du gouvernement soulève le moyen d'irrecevabilité de l'appel tiré de ce que la requête d'appel est signée par Monsieur ... seul et non pas par un avocat inscrit à la liste I des tableaux dressés par les conseils des ordres des avocats qui serait seul habilité par la loi à signer un acte d'appel.

Au vœu de l'article 39 (4) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, « *la requête d'appel doit être signée par un avocat, inscrit à la liste I des tableaux dressés par les conseils des ordres des avocats ...* ».

Alors que l'article 2 (1) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat autorise un contribuable à agir par lui-même en première instance devant le tribunal administratif en matière de contributions directes, cette disposition de l'article 39 (4) susvisé consacre en instance d'appel, dont également en matière de contributions directes, un monopole de représentation en faveur des avocats inscrits à la liste I des tableaux dressés par les conseils des ordres des avocats et exclut ainsi la faculté pour les contribuables d'agir par eux-mêmes en instance d'appel.

Dans la mesure où cette disposition relève de l'organisation judiciaire et doit partant être considérée comme étant d'ordre public, toute requête d'appel introduite dans le non-respect du monopole de représentation ainsi imposé doit être déclarée irrecevable.

Il s'ensuit que la requête d'appel introduite le 26 janvier 2009 par Monsieur ... en personne encourt l'irrecevabilité.

PAR CES MOTIFS

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties en cause,
déclare l'appel du 26 janvier 2009 irrecevable,
condamne l'appelant aux dépens de l'instance d'appel.

Ainsi délibéré et jugé par:

Francis DELAPORTE, vice-président,

Henri CAMPILL, premier conseiller,

Serge SCHROEDER, conseiller,

et lu à l'audience publique du 5 mai 2009 au local ordinaire des audiences de la Cour
par le vice-président, en présence de la greffière de la Cour Anne-Marie WILTZIUS.

s. WILTZIUS

s. DELAPORTE

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 29 mai 2016

Le greffier de la Cour administrative